



## Septième Forum pour le développement de l'Afrique

*Agir face aux changements climatiques pour promouvoir  
un développement durable en Afrique*

# Changements climatiques, croissance et réduction de la pauvreté

*Document de travail n°12*

ADF VII • 10-15 octobre 2010 • Centre de conférences des Nations Unies • Addis-Abeba (Éthiopie)



Union africaine



Banque africaine  
de développement



Commission économique  
pour l'Afrique





# Septième Forum pour le développement de l'Afrique

*Agir face aux changements climatiques pour promouvoir un développement durable en Afrique*

## Changements climatiques, croissance et réduction de la pauvreté

*Document de travail n°12*

ADF VII • 10-15 octobre 2010 • Centre de conférences des Nations Unies • Addis-Abeba (Éthiopie)



Union africaine



Banque africaine  
de développement



Commission économique  
pour l'Afrique



## I. Vu d'ensemble

1. Tout le monde s'accorde à penser que les changements climatiques constituent une question critique pour l'Afrique et en fait le plus grand problème, avec celui de la pauvreté, qui se pose au 21<sup>e</sup> siècle. Les changements climatiques vont vraisemblablement avoir une incidence disproportionnée sur l'évolution du développement du continent, étant donné que la plupart des pays africains se caractérisent par des structures économiques peu diversifiées, l'insuffisance des infrastructures, des structures et des institutions de gouvernance fragiles, un faible développement humain et, surtout, par leur forte dépendance de l'agriculture pour ce qui est de la majorité de la population.

2. La croissance économique et la réduction de la pauvreté sont gravement menacées par les effets des changements climatiques, surtout que la croissance économique est déterminante pour le développement. Les effets des changements climatiques remettent en question les aspirations de l'Afrique en matière de croissance et de réduction de la pauvreté à cause des effets sur l'évolution des disponibilités en eau, de la perte de biodiversité, des rendements agricoles variables, voire en baisse, des catastrophes humanitaires (notamment inondations et sécheresses), de l'incidence accrue et de la prévalence de maladies à vecteur, de l'insuffisance des infrastructures, de l'instabilité politique due à l'exacerbation des conflits à propos des ressources et des déplacements de population ainsi qu'en raison des effets secondaires de ces phénomènes. Les effets des changements climatiques sont plus graves pour les groupes vulnérables et marginalisés, notamment les femmes et les enfants, qui ont le potentiel d'être des acteurs déterminants du développement actuels et futur. En outre, un climat hostile rendra la réalisation des objectifs de développement beaucoup plus coûteux pour les pays africains. Des estimations montrent, par exemple, que le financement extérieur nécessaire pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans un climat hostile est de 40% plus élevé que le financement extérieur nécessaire pour les seuls OMD (tableau 1).

3. Pour expliquer le lien entre changements climatiques, croissance économique et réduction de la pauvreté ainsi que les problèmes qui vont se poser, il est utile d'examiner deux grandes questions. La première concerne les mécanismes par lesquels les changements climatiques ont une incidence sur l'activité économique et la réduction de la pauvreté. La seconde a trait aux problèmes liés à la gestion des incidences des changements climatiques.

***Les changements climatiques ont déjà, et continueront d'avoir, de graves conséquences économiques pour l'Afrique – ils auront des incidences de grande ampleur sur la croissance et la réduction de la pauvreté.*** Bien que l'Afrique soit le continent le moins responsable des changements climatiques, elle est particulièrement vulnérable à ses effets. Dans l'ensemble, certains modèles indiquent qu'une augmentation de la température d'environ 1,5 C d'ici à 2040 pourrait entraîner une diminution annuelle du PIB africain de 1,7%.<sup>1</sup>

5. Les changements climatiques peuvent affecter la croissance de l'Afrique et les taux de pauvreté de diverses façons. Il y aura tout d'abord les effets néfastes sur l'agriculture, le moteur de la croissance et le principal soutien des pauvres dans de nombreux pays africains, le tourisme, source importante de devises étrangères et les facteurs de production (travail de la terre et capitaux). Aussi, le fait d'affronter les changements climatiques aura une incidence sur la capacité des États de maintenir en place des politiques macroéconomiques saines et de consentir les investissements publics nécessaires pour favoriser la croissance, la prestation de services et envisager de diminuer les dépenses sociales liées à la réduction de la pauvreté. En affaiblissant la capacité de l'État de fournir des services et de maintenir un

1 Alliance africaine pour la justice climatique (2009), Economic Cost of Climate Change, Nairobi (Kenya).

environnement institutionnel solide, les changements climatiques sont susceptibles d'avoir un impact négatif sur les flux de capitaux, l'investissement privé et le financement du développement.

6. Il est désormais reconnu que non seulement la nature et l'ampleur des changements climatiques compromettent le développement humain, mais constituent également une menace de poids pour la sécurité de l'homme et la stabilité politique. Les migrations massives résultant des changements climatiques pourraient provoquer des conflits violents à propos de ressources comme la terre et l'eau, compliquant de ce fait la gestion économique et la gouvernance. Une étude récente indique que les changements climatiques, s'ils ne sont pas maîtrisés, pourraient augmenter le risque de guerre civile en Afrique de 54% au cours des 20 prochaines années).<sup>2</sup>

7. Pour affronter ces problèmes, il faut des stratégies d'adaptation et d'atténuation qui soient entièrement intégrées dans les cadres nationaux de développement. Toutefois, ces stratégies n'ont pas pu être mises en place faute de ressources financières suffisantes, de réformes structurelles audacieuses, de savoir-faire technologique approprié, d'une bonne gouvernance et de capacités institutionnelles suffisantes. Les questions clefs que les pays africains doivent aborder sont les suivantes :

- a) *Quelles sont les mesures d'atténuation et d'adaptation les plus efficaces adoptées jusqu'ici par les pays pour limiter l'incidence des changements climatiques sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté?*
- b) *Quels sont les programmes de financement novateurs qui existent pour lutter contre les changements climatiques et dans quelle mesure sont-ils efficaces?*
- c) *Quelles réformes du système actuel de gouvernance pour la lutte contre les changements climatiques sont nécessaires pour garantir une offre transparente et équitable de ressources suffisantes et prévisibles aux fins d'activités d'adaptation et d'atténuation?*
- d) *Quel type de mesures incitatives, de réglementations et d'investissements publics est nécessaires pour permettre aux pays africains de libérer pleinement leur potentiel d'économie verte et d'accélérer la diversification économique?*
- e) *Comment les pays africains pourraient-ils tirer parti des flexibilités prévues dans l'actuel cadre juridique et politique régissant les droits de propriété mondiale?*
- f) *Quelles réformes de l'actuel cadre juridique et politique régissant les droits de propriété mondiale sont nécessaires pour encourager le transfert de technologies respectueuses de l'environnement?*
- g) *Comment les pays africains peuvent-ils intégrer efficacement l'adaptation et l'atténuation dans leurs plans de développement?*

## **II. L'adaptation aux effets des changements climatiques sera coûteuse pour les pays africains**

8. *L'adaptation devrait coûter aux pays africains plusieurs milliards de dollars par an, augmentant ainsi les pressions sur les budgets de développement. L'évolution des conditions climatiques rend de plus en plus difficile d'extrapoler, à partir des pratiques passées, le coût de l'adaptation. Selon le récent rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), le coût de l'adap-*

---

<sup>2</sup> Communiqué de presse (23 novembre 2009) citant une étude selon laquelle « le réchauffement climatique pourrait augmenter le risque de guerre civile en Afrique », réalisée par des chercheurs de l'Université de Californie, Berkeley, de l'Université de Stanford, de l'Université de New York et de Harvard, et publiée dans le Journal Proceedings of the National Academy of sciences (PNAS).

tation en Afrique pourrait atteindre 5 à 10% du PIB du continent<sup>3</sup>. Selon l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA), les besoins de financement d'une adaptation potentielle pour faire face à ces coûts sont aussi très incertains, allant d'un minimum estimé à 10 milliards de dollars des États-Unis par an à 30 milliards de dollars ou plus d'ici à 2030.

9. Outre le financement, *des innovations institutionnelles seront indispensables si l'on veut que les mesures d'adaptation soient efficaces*. Ces innovations comportent la création de capacités au sein des ménages et des communautés de s'adapter aux changements climatiques, ou d'améliorer des capacités existantes, en opérant des changements dans le choix des moyens de subsistance, de l'allocation des actifs, des emplacements et de la technologie. Elles comprennent également l'introduction ou l'amélioration des régimes de protection, tels que les filets de sécurité et les instruments de gestion des risques dans le but de réduire la vulnérabilité des ménages et des communautés. Toutes ces innovations ne peuvent être déployées sans une forte participation des gouvernements aux niveaux locaux, nationaux et régional, et de la communauté internationale. Le soutien de ces acteurs dans des domaines tels que l'évaluation des incidences, la gestion des risques liés aux catastrophes, une meilleure compréhension et le renforcement des capacités institutionnelles, la démonstration et le partage d'expériences, la planification et la hiérarchisation, peut grandement aider les collectivités à s'adapter aux changements climatiques. La sensibilisation du public et l'acquisition de connaissances sur la façon de rendre le développement plus résilient au climat, ce qui a fait défaut dans la majeure partie du continent, constitue une autre innovation institutionnelle déterminante et nécessaire qui peut soutenir l'adaptation.

10. *La diversification économique est nécessaire pour réduire la vulnérabilité aux changements climatiques*. Toutes les innovations institutionnelles mentionnées ci-dessus doivent aller de pair avec des changements fondamentaux des structures de production et d'exportation des économies africaines. D'une certaine façon, ces changements ne doivent pas seulement réduire la vulnérabilité de l'Afrique à l'incidence des changements climatiques, mais faire en sorte aussi que le continent ne soit pas aussi dépendant de moteurs statiques de la croissance, qui ont alimenté le cercle vicieux, croissance économique faible et instable, chômage obstinément élevé et taux de réduction de la pauvreté limitée.

11. *Si jamais il y a un moment dans l'histoire du développement de l'Afrique où une politique industrielle efficace est nécessaire, c'est maintenant puisqu'il s'agit de relever le double défi que constituent la transformation économique et le changement climatique*. Une politique industrielle et des réformes structurelles sont indispensables pour promouvoir des facteurs de croissance dynamiques à long terme, qui soient relancés par l'accumulation de ressources productives, y compris le capital physique et humain. Ces facteurs devraient être soutenus par des secteurs à forte productivité et par des investissements dans les chaînes de valeur agricoles et la transformation et les retombées sur le reste de l'économie devraient être importantes.

---

3 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2007) Bilan 2007 des changements climatiques : conséquences, adaptation et vulnérabilité – Résumé destiné aux décideurs. Contribution du Groupe de travail II au 4e rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, Genève.

### III. Aborder la question des besoins énergétiques et la transformation économique de l'Afrique sans omettre celle du climat

12. Bien que l'Afrique représente une part relativement marginale des émissions mondiales de gaz à effet de serre, sa *participation aux efforts mondiaux d'atténuation n'est pas toujours en contradiction avec sa quête de développement*. Il est vrai que le continent est confronté à un problème urgent consistant à développer l'infrastructure et la couverture énergétiques, qui sont indispensables à une transformation sociale et économique rapide. Pourtant, il est possible de parvenir à une faible croissance des émissions de carbone, ce qui est en fait une opportunité pour le développement de l'Afrique. De toute évidence, le potentiel de l'Afrique est énorme à cet égard, notamment grâce à la mise en valeur des importantes ressources hydroélectriques du continent, et les pays africains devraient tirer parti de ces opportunités. Pour promouvoir une économie verte, il faut investir dans des secteurs tels que des techniques efficaces de gestion de l'énergie, les énergies renouvelables, les transports publics, l'agriculture durable, le tourisme respectueux de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles, ce qui peut créer de nouvelles industries dynamiques, favoriser l'emploi et la hausse des revenus et permettre l'atténuation des changements climatiques.

13. Il est également *dans l'intérêt de tous les milieux intéressés que l'Afrique prenne pleinement part aux efforts d'atténuation mondiaux*. La participation active de l'Afrique aux initiatives d'atténuation mondiales, en particulier grâce à une gestion durable des forêts, est indispensable à l'aboutissement dans le monde entier des efforts visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Un certain nombre de pays africains ont déjà bénéficié d'un appui pour la conception et la mise en œuvre de mécanismes de réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts et ce type d'assistance devrait être étendue à la plupart des pays africains.

**14. Le développement, la diffusion et le transfert de technologies sont déterminants pour que la mise en œuvre de mesures d'atténuation et d'adaptation réussisse.** Les technologies liées aux changements climatiques aident les ménages, les entreprises et les pays à réduire leurs émissions à effet de serre. Elles peuvent aussi leur permettre de résister à des chocs climatiques permanents. Le commerce et l'investissement étranger direct (IED) sont les vecteurs essentiels par lesquels ces technologies sont fournies.

15. La teneur de l'Accord sur les aspects commerciaux des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et la façon dont cet Accord est mis en œuvre, limitent l'introduction et la diffusion de la technologie liée aux changements climatiques par le biais du commerce et des IED. Bien que les ADPIC visent à encourager l'innovation en protégeant les nouvelles technologies et à offrir des incitations aux innovateurs, c'est au prix d'une concurrence limitée et de coûts élevés, ce qui empêche les pays africains et d'autres pays en développement à avoir pleinement accès à ces ressources. Cependant, malgré le caractère restrictif de l'accord ADPIC, il y a certains principes favorables au transfert de technologie ainsi que des dispositions allant dans ce sens. En particulier, plusieurs principes et dispositions appuient explicitement la réalisation de certains objectifs de développement et l'Afrique devraient exploiter pleinement les possibilités offertes par des dispositions aussi souples.

16. De même, l'identification des besoins technologiques des pays et leurs capacités actuelles est indispensable à un déploiement rapide et à l'adoption de nouvelles technologies. Étant donné les similitudes entre l'Afrique et d'autres régions en développement en termes de problèmes à résoudre, la coopération Sud-Sud pourrait être un moyen efficace d'échange d'expériences et d'apprentissage mutuel.



#### **IV. Les plans nationaux de développement doivent intégrer l'adaptation, l'atténuation et le développement.**

17. Les conséquences des changements climatiques sont multidimensionnelles et interdépendantes. Par conséquent, le déploiement d'activités d'adaptation et d'atténuation exige une perspective holistique, qui n'est possible que grâce à l'intégration de mesures d'adaptation et d'atténuation dans la planification du développement au sens large et les processus budgétaires. Le succès d'un cadre d'adaptation et de développement intégré dépend d'activités clefs telles que:

18. *Sensibilisation et renforcement des capacités pour intégrer l'adaptation, l'atténuation et le développement.* L'intégration de l'adaptation aux changements climatiques doit commencer par le renforcement de la sensibilisation au fait que des conditions climatiques plus variables et plus intenses sont attendues et que des changements de politiques doivent refléter ces changements. Il faudrait accorder une attention particulière à la façon dont les changements climatiques peuvent affecter les groupes vulnérables et marginalisés de la société, notamment les femmes, les enfants, les migrants et les personnes handicapées. Le fait de sensibiliser davantage les conseillers en développement et autres intervenants et d'augmenter leur capacité de réagir efficacement par une formation et un soutien appropriés faciliteront l'intégration des programmes nationaux d'action pour l'adaptation aux changements climatiques dans les plans nationaux de développement et les stratégies de réduction de la pauvreté. Proposer des plans d'action nationaux cohérents en tant que moyen de mettre en œuvre l'adaptation, l'atténuation et les mesures de développement contribueront aussi à assurer un financement interne approprié ainsi que le financement externe supplémentaire nécessaire à court et à long terme.

19. *Intégrer la gestion des risques climatiques dans les pratiques de développement.* Si l'agriculture a été traditionnellement concernée par les changements climatiques, presque tous les secteurs y sont sensibles et devront s'adapter aux futures conditions. L'adaptation doit être abordée comme une question intersectorielle et ne devrait plus être perçue comme une question relevant seulement du ministère de l'environnement. Faire participer les ministères de la planification et des finances est d'une importance cruciale pour que les efforts d'adaptation soient pris en compte dans les budgets. Il faudrait s'efforcer d'accroître la coordination entre ministères et secteurs, et accorder à la question des changements climatiques un rang de priorité plus élevé que ce soit en politique ou dans la prise de décisions.

20. *Tirer des enseignements des bonnes expériences en Afrique et ailleurs.* Quelques exemples de l'introduction de données climatiques appropriées dans les décisions relatives au développement existent en Afrique, qu'il s'agisse de systèmes d'alerte rapide en Éthiopie ou du système de diffusion de données météorologiques exemplaires au Mali ou encore des efforts déployés par le secteur privé dans le domaine des innovations pour la gestion des risques liés au climat au Malawi. L'apprentissage mutuel entre pays africains aidera à utiliser efficacement les bonnes pratiques existantes et les connaissances accumulées.

## V. Conclusion

21. Les changements climatiques auront des incidences sociales et économiques spectaculaires sur l'Afrique, le système fiscal, les sociétés et les gouvernements et réduira la croissance en accaparant des ressources consacrées au développement. Même si les émissions mondiales de carbone étaient réduites rapidement, l'Afrique serait encore confrontée à l'énorme problème de l'adaptation aux changements climatiques, tout en favorisant l'accélération du développement économique et social. Sur la base des données existantes concernant l'ampleur des changements climatiques sur le continent, les futurs chocs climatiques d'une ampleur particulièrement grande et leur fréquence peuvent compromettre davantage la croissance économique et enfermer de nombreux pays africains dans le cercle vicieux de la pauvreté.

22. Pour atteindre une croissance durable, lutter contre la pauvreté et atteindre les objectifs de développement, les pays africains auront besoin de développer massivement leurs systèmes énergétiques, de transports et urbains et agricoles ainsi que la production agricole et industrielle. Les grandes questions qu'ils doivent examiner dans ce contexte sont les suivantes: comment peuvent-ils le faire d'une façon qui favorise les besoins de développement sans aggraver le problème des changements climatiques? Et comment les pays africains peuvent-ils parvenir à la croissance et à la prospérité sans avoir une incidence sur les changements climatiques? Le monde doit reconnaître que les émissions augmenteront pendant un certain temps en Afrique (même si ce n'est qu'une petite contribution aux émissions mondiales). En revanche, une forte croissance des émissions de carbone serait insoutenable. L'adaptation exige donc une prise de décisions rationnelles, une planification à long terme, en tenant compte d'un large éventail de scénarios climatiques et socioéconomiques et en adoptant des politiques respectueuses du climat, des politiques qui renforcent le développement, réduisent la vulnérabilité et financent le passage à une croissance à faible émission de carbone.<sup>4</sup>

23. En dernier lieu, les institutions régionales devraient jouer un rôle de leadership en aidant l'Afrique à résoudre les problèmes que posent les changements climatiques, notamment grâce à la coordination et au renforcement des capacités pour que le continent soit représenté comme il se doit dans les négociations sur les changements climatiques et les mécanismes de gouvernance mondiale.

---

<sup>4</sup> Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 2010 : développement et changements climatiques.

**Tableau 1: Estimation de l'incidence des changements climatiques sur le coût de la réalisation des OMD et besoins d'adaptation en Afrique, 2010-2020 (en milliards de dollars É.-U par an)**

Coûts des OMD par secteur (en milliards de \$ E.-U. par an pour 2010-2020)	Besoins d'APD pour les OMD		Besoins de financement public externe pour l'adaptation	Besoins d'adaptation	
	Coût 2010-20	dont *APD		Scénario à coût faible	Scénario à coût élevé
Agriculture et nutrition (intrants, irrigation, infrastructures rurales et recherche)	11,4	8	1,6-2,7	1,6	2,7
Nutrition et alimentation scolaire	5,7	4	0	0	0
Éducation (primaire et secondaire)	11,9	8,3	0	0	0
Santé (sida, tuberculose, maladie tropicale orpheline, paludisme, système de santé et planification familiale)	40	28	1,2-2,3	1,2	2,3
Infrastructures (énergie, transport, eau et assainissement, TIC régionales et facilitation du commerce)	43,3	23,7	4,2-8,4	4,2	8,4
Total partiel: coût des OMD (y compris les erreurs statistiques) S/O	112,3	72	7,0-13,4	S/O	S/O
Interventions complémentaires (renforcement des capacités, intervention en cas de catastrophe, etc.)	9,8	9,8	3,867,1	0,9	3,7
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>122,5</b>	<b>82,1</b>	<b>10,8-20,5</b>		

**Source :** Fankhauser, S. and Schemdit-Traub, G. (2010) "From adaptation to climate-resilient development: the cost of climate proofing the Millennium Development Goals in Africa." Graham Research Institute. Londres, Royaume-Uni, tableaux 1 et 2 (résumé);

S/O = sans objet